

Menace sur l'Etat de droit

PowerPoint élaboré à partir du livre
Menace sur l'Etat de droit (ALLARY EDITIONS)

de

Patrice Spinosi

Plan

- **Introduction**
- **Pourquoi défendre l'Etat de droit ?**
- **Les gardiens de l'Etat de droit en France et en Europe**
- **Les populismes à l'assaut de l'Etat de droit**
- **Les conséquences d'une prise de pouvoir d'un parti populiste en France**
- **Les 3 scénarios d'un pouvoir illibéral en France**
- **Les menaces sur l'Etat de droit aujourd'hui**
- **Les menaces sur l'Etat de droit avec changement de législation**
- **Pour lutter contre la dérive populiste**

De quoi parle-t-on?

Etat de non-droit

« *Etat autoritaire où les droits de chacun ne sont plus garantis et où seule compte la raison du plus fort, du plus puissant, du plus bruyant, du plus violent* »,

Etat de droit

« *Ensemble des règles supérieures qui s'imposent aux gouvernements... pour éviter qu'ils abusent de leur pouvoir en restreignant les libertés fondamentales des citoyens* »

Etat de droit menacé

- **Au niveau international:** Trump aux Etats-Unis, Orban en Hongrie, Italie...
- **Au niveau national:**
 - **Des attaques contre les juges , les premiers visés, de la part de responsables politiques:**
« *Aucun tabou, de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par le centre* »
 - Suite à des décisions de justice: Retailleau, Le Pen, Sarkozy, Mélenchon...
 - Suite à des décisions du Conseil constitutionnel (censure de certains articles de la loi immigration de 2024) Wauquiez (*coup d'Etat de droit*), Ciotti (*hold-up démocratique*), Bardella (*coup de force des juges*)

Une mise en garde:

Les atteintes aux libertés fondamentales de certaines catégories de citoyens finissent par toucher tout le monde

Un Etat de droit pour continuer à vivre dans une France démocratique et humaniste

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

Convention européenne des droits de l'homme de 1950 - Convention internationale des droits de l'enfant de 1989

L'Etat de droit, c'est quoi ?

- **Les deux piliers de l'Etat de droit et de la démocratie**

- **Un contrat social entre les citoyens et l'Etat**

- L'Etat administre la société
 - Selon des règles édictées par les représentants élus,
 - Des élus qui s'engagent à respecter les règles inscrites dans la Constitution, le texte fondateur

- **La séparation des pouvoirs**

- Législatif
 - Exécutif
 - Judiciaire

Totalement indépendants et non dans une seule main comme dans l'ancien régime ou les dictatures

- **Hiérarchie des normes et Etat de droit**

- **Il existe une hiérarchie entre les différentes règles de droit: Constitution – Loi – Décret – Arrêté...**

- Une norme inférieure doit toujours être conforme à celle qui lui est supérieure

- **L'action de l'Etat est soumise aux règles de droit et l'Etat est soumis à l'autorité des juges**

- L'Etat de droit agit comme une limite à l'expression de la souveraineté populaire [CF exemple p 25]

Les gardiens français et européens de l'Etat de droit

- **Les cours suprêmes en France**

- Conseil d'Etat pour le droit public
- Cour de cassation pour le droit privé
- Conseil constitutionnel
 - Créé par la Constitution de 1958
 - Des pouvoirs étendus: saisine par le Président et le 1^{er} ministre, puis par 60 parlementaires, puis avec la QPC par tout justiciable exerçant ses droits en justice

Il veille à la constitutionnalité des lois aux droits et libertés garantis par la Constitution: liberté individuelle, d'association, pluralisme dans les médias, principe de fraternité...

- **Les instances européennes**

- Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour le Conseil de l'Europe, chargée de juger les litiges pour non respect de la Convention européenne des droits de l'homme (1950)
- Cour de justice de l'Union européenne qui garantit une interprétation uniforme du droit de l'Union

Des voix de plus en plus nombreuses mettent en cause le « gouvernement des juges »
« Des voix largement amplifiées par les forces populistes à l'œuvre »

Les populismes à l'assaut de l'Etat de droit

- **Le populisme renvoie à une théorie politique, de droite comme de gauche**
 - Il oppose le peuple souverain aux élites (politiques, économiques, médiatiques, intellectuelles)
 - Il rejette les autorités indépendantes et les institutions non élues telles que les cours suprêmes
 - Il se revendique d'une légitimité absolue détenue du peuple et décrédibilise toute opposition
 - Il s'assure de l'appui populaire par la propagande voire des élections manipulées
- **Le populisme prospère dans les démocraties « illibérales » opposées aux principes de**
 - Séparation des pouvoirs
 - Indépendance de la justice
 - Etat de droit
 - Fonctionnement démocratique
- **Le populisme a pour finalité d'imposer le pouvoir d'un seul homme**
- **Les populismes sont à l'œuvre**
 - Russie, Hongrie, Pologne entre 2015 et 2024, Vénézuéla, Italie (immigration, liberté de la presse...)
 - Etats-Unis avec Trump
 - Modification des équilibres dans les juridictions (Cour suprême, magistrats fédéraux)
 - Culte de la personnalité
 - Liberté de la presse
 - Les universités sont une cible

Les mouvements politiques populistes en France

- **Populisme de droite:** *Le Rassemblement national*
 - Rejet de toute vision universaliste qui est le socle des démocraties européennes
 - Droits conditionnés par l'origine territoriale, culturelle ou ethnique
 - Islam et immigration : principales menaces et sources d'insécurité
 - Sécurité: une priorité absolue au détriment des libertés
 - Recours au référendum sur tous les sujets
- **Populisme de gauche (démocratie agonistique):** les 6 critères retenus par Chantal Mouffe, théoricienne du populisme de gauche
 - Critique du néolibéralisme, du productivisme et de toute forme de discrimination
 - Transposition du clivage gauche/droite en clivage peuple/oligarchie
 - Un leader prééminent qui endosse les aspirations des classes populaires et moyennes
 - Une incarnation des mobilisations sociales au sein des institutions étatiques
 - Une large part donnée à l'affect dans le discours
 - Le réinvestissement de sujets accaparés par la droite: ordre, nation, souveraineté

En France LFI répond pour l'essentiel à cette définition d'un populisme de gauche
- **Et ..le populisme des partis qui, par faiblesse ou opportunisme, épousent certaines de ces idées**

	Populisme de gauche	Populisme de droite
Peuple	Vision inclusive articulant revendications des classes populaires, moyennes, antiracistes, écologiques et féministes	Approche ethnique, culturelle, territoriale
Elites	Oligarchie financière, technocratique, les multinationales	Experts, hauts fonctionnaires favorisant des minorités portant des valeurs contraires à celles du peuple national composé d'individus ayant une origine commune

Arrivée d'un pouvoir illibéral en France?

Le contexte institutionnel

Répartition des rôles au sein du pouvoir exécutif

➤ **Le Président, élu directement par le peuple**

« *Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son **arbitrage**, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités* ».

« *Il nomme le premier ministre... Sur proposition du Premier ministre il nomme les autres membres du Gouvernement... Il promulgue les lois* »

➤ **Le Gouvernement**

« *Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la nation, il dispose de l'administration et de la force armée . Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50* » (motion de censure)

➤ **Le Premier ministre**

« *Le premier ministre dirige l'action du gouvernement* »

Les scénarios possibles

- **Président populiste avec une Assemblée nationale républicaine**
 - Trouver un Premier ministre « conciliant » pour éviter la censure immédiate
 - Recours au référendum en accord avec le gouvernement
 - Refus de signer les ordonnances et décrets délibérés en Conseil des ministres
 - Instauration de l'état d'urgence par décret en Conseil des ministres
 - Activation de l'article 16 qui permet au président de s'arroger des pouvoirs exceptionnels
 - Un pouvoir de nomination étendu: Conseil constitutionnel, emplois civils et militaires: préfets, recteurs...
 - Représentation de la France et dialogue avec les chefs d'Etat étrangers
- **Assemblée nationale à majorité populiste et président issu d'un parti républicain**
 - Hypothèse peu vraisemblable dans le cadre d'un calendrier électoral normal
 - Une cohabitation conflictuelle avec refus de certaines nominations de ministres (Défense, Affaires étrangères)
 - Un Premier ministre avec pouvoir réglementaire étendu même si la cohabitation peut être source de pondération et compromis
- **Président populiste et Assemblée avec majorité populiste: *situation la plus dangereuse***
 - Champ libre à l'adoption de lois liberticides et à la modification de la Constitution (Assemblées ou référendum)
 - Textes réglementaires qui durcissent l'application de la loi (immigration, maintien de l'ordre...)

Menaces sur l'Etat de droit dans le cadre législatif actuel

« Le risque d'une atteinte à nos droits existe suite aux législations d'exception votées depuis 20 ans »

- **Droits des étrangers**
- **Contrôle social et surveillance, à travers l'état d'urgence ou mesures pour lutter contre le terrorisme**
 - Une police administrative sous l'autorité des préfets et sans contrôle des magistrats
 - Des assignations à résidence
 - Des fichiers de traitement de signalement
 - Contrôle et dissolution d'association
- **Instrumentalisation de la politique pénale**
 - A l'extrême droite: répression pénale autoritaire avec un principe « *Surveiller pour punir* »
 - A l'extrême gauche: justification de la violence populaire en retirant à l'Etat le monopole de l'exercice de la violence légitime
- **Liberté de la presse:**
 - Pressions croissantes sur les journalistes dans les démocraties illibérales
- **Enquêtes administratives**
 - De nombreuses administrations ont des pouvoirs d'enquête qui pourraient facilement être étendues à des fins politiques par des fonctionnaires soumis au pouvoir hiérarchique de leur ministère référent

Menaces contenues dans les programmes du RN et de LFI

- **Droits des étrangers** (programme RN)
 - **Suppression du droit du sol**
 - **Traitement délocalisé des demandes d'asile**
 - **Fin du regroupement familial**

Mesures en contradiction avec le droit international (CEDH) ou la législation de l'Union européenne
- **Remise en cause de la hiérarchie des normes** (programme 2022 de JL Mélenchon)
 - **Désobéissance à toute norme européenne, jugée incompatible avec l'application du programme LFI**
- **Contrôle social et surveillance** (programme RN)
 - **Eradication des idéologies islamistes et de leurs réseaux**
 - **Interdiction de tout signe religieux dans l'espace public**
- **Liberté de la presse** (dans toutes les démocraties illibérales)
 - **Diffusion de fausses informations sur les plateformes que l'on refuse de réguler**
 - **Concentration des médias aux mains de groupes privés et suppression de l'audiovisuel public**

Pour lutter contre la dérive populiste

Cesser d'affaiblir l'Etat de droit

- Eviter les dispositifs d'exception qui restreignent les libertés et sont souvent pérennisés
- Ne pas opposer liberté et sécurité (aucun lien établi entre sévérité de la répression et baisse de la délinquance)
- Ne plus renforcer les moyens de contrôle de la société civile par l'administration
- Ne plus ignorer le devoir d'exemplarité quand on représente une institution de la République

Raffermir l'Etat de droit

- Fondamentaliser les droits essentiels en les élevant au rang constitutionnel: secret des sources, liberté de la presse
- Fortifier les contre-pouvoirs institutionnels
 - Consolider l'indépendance et le pluralisme des médias
 - Préserver l'indépendance des autorités administratives indépendantes
 - Sécuriser l'indépendance des juridictions
 - Renforcer l'autonomie du parquet
 - Mieux garantir les nominations au Conseil d'Etat
 - Protéger le Conseil constitutionnel dans ses capacités de fonctionnement et de nomination

Le rejet des populismes est vital

- Pour garantir la survie de la République, avec ses valeurs et principes
- Pour éviter l'éclatement de l'Union européenne et l'affaiblissement de chaque nation

L'approche de Pierre Rosanvallon

*Lutter contre les dérives populistes et leurs projets réducteurs et menaçants
En repensant l'activité citoyenne et les institutions démocratiques
Pour atteindre l'idéal démocratique par approximations successives*

- **La représentation (composante essentielle de l'idée démocratique) a évolué pour s'adapter aux évolutions de la société**
 - L'élection est le mode de désignation des représentants qui a été choisi
 - Les partis se sont développés pour exprimer les intérêts des groupes spécifiques (monde ouvrier avec PS et PC)
 - La proportionnelle a été inventée pour permettre une représentation des groupes minoritaires
 - L'avènement d'une société plus éclatée a rendu nécessaire certains aménagements ou correctifs :
parité, limitation du cumul ou du nombre des mandats, règles du financement des campagnes...
- **Les modalités et expressions de la représentation doivent encore évoluer**
 - *Démocratie interactive*: dispositifs permanents de consultation, d'information
 - *Démocratie narrative*: rendre visibles les réalités vécues par les citoyens
 - *Démocratie directe*: l'individu quelconque a son mot à dire avec mise en place et prise en compte de
 - Conseils citoyens par tirage au sort
 - Procédures d'interpellation des pouvoirs
 - Pétitions et/ou manifestations
 - *Démocratie d'exercice du pouvoir exécutif* en respectant les principes de
 - Lisibilité
 - Responsabilité
 - Réactivité
 - *Démocratie de confiance*: fondée sur les qualités du bon gouvernant: intégrité et parler vrai

En conclusion

« Le progrès démocratique implique de complexifier la démocratie, de la démultiplier grâce à un travail permanent à accomplir et de principes à faire vivre »

« La démocratie est le régime qui ne cesse de s'interroger sur lui-même »

« C'est au prix de cet effort de lucidité que le projet populiste pourra perdre de son attrait »

« C'est à ce prix que pourront émerger des émotions authentiquement démocratiques, renvoyant à des idéaux de solidarité et de bienveillance, qui constitueront un point d'appui pour cette entreprise de mise en œuvre d'une démocratie généralisée et démultipliée »

Pierre Rosanvallon (Le siècle du populisme)

« Une République française qui ne serait pas d'abord une démocratie serait intolérable.

Une République française qui ne serait plus qu'une démocratie comme les autres serait insignifiante »

Régis Debray (Etes-vous démocrate ou républicain?)